



## Conader-Unicef-Mdrp : évaluation des projets d'encadrement Eafga en RDC

29 June 2006

Kinshasa, Jun 29, 2006 (Le Potentiel/AllAfrica Global Media via COMTEX) –

La Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants (Conader), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et la Banque mondiale (Mdrp) ont effectué dernièrement une mission de suivi et d'évaluation sur les projets d'encadrement des enfants associés aux forces et groupes armés (Eafga) en Rdc.

La restitution des résultats s'est déroulée le mardi 27 juin au Grand Hôtel Kinshasa en présence de plusieurs autres partenaires oeuvrant dans le secteur de l'enfant, notamment le Bice, Croix-Rouge de la Belgique, Save the children, Coopi, Ifesh.

Les travaux présentés par Patricia Tuluka (Conader), Désiré Mohindo (Unicef) et Catherine Sarrade (MDRP) soulignent des recommandations formulées à l'endroit des partenaires tant nationaux qu'internationaux. Il s'agit, pour la Conader, l'Unicef et autres agences, de renforcer les connaissances de leurs intervenants sur l'urgence de sortie des Eafga. Le travail sur terrain s'avérant indispensable pour concilier la théorie à la pratique. Sur terrain, il a été constaté que certains intervenants n'ont pas de connaissance précise des procédures de sortie immédiate des présumés Eafga dans la communauté ou dans les unités. Et aussi un manque de notoriété de certaines agences impliquées et insuffisance de contact et d'informations sur le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) avec les autorités administratives et militaires locales.

En ce qui concerne l'enregistrement de la base de données, ils souhaitent que la mise en application de la base de données officielles de la Conader soit accélérée. Cela s'explique par l'inexistence de données consolidées à la Conader et du fait que les bases des données individuelles ne sont pas mises à jour.

Il faudra également renforcer la sensibilisation et le plaidoyer sur les droits des enfants autodémobilisés, identifier et produire une liste des jeunes ayant des troubles psychologiques et physiques. En outre, la nécessité d'organiser des sessions de renforcement des capacités des psychologues nationaux. Le problème : le manque de suivi à travers des centres d'écoute dans les communautés.

### REINSERTION

Il se pose des problèmes sur la réinsertion sociale, éducation et économique. Du point de vue réinsertion éducation, le paiement des frais scolaires individuels n'est pas conforme aux approches du cadre opérationnel. Par rapport à ce point, il faudra s'assurer que l'appui à l'éducation soit fait selon le cadre opérationnel. Autre fait : les enfants en école secondaire ne bénéficient pas de l'appui de l'Unicef à l'école.

Sur le plan économique, on note l'absence de critères de qualité pour les projets de formation professionnelle. Et le financement octroyé aux structures pour la formation reste en dessous des normes du cadre opérationnel. Comme solution, il faudra s'assurer que les critères de qualité pour la formation sont acceptables, c'est-à-dire, définir le nombre de stagiaires par kits d'outillages ou de machines, présence de matériel, etc.

unicef: UNICEF | wdbk: World Bank | ocat: International Pol-Econ Organizations | utdnat: United Nations

africz: African Countries/Regions | zaire: Democratic Republic of the Congo | ceafz:  
Central African Countries/Regions | dvpcz: Developing Economies  
All Africa Global Media

For assistance, access [Factiva's Membership Circle](#). (c) 2006 Dow Jones Reuters Business Interactive, LLC (trading as Factiva)